



Relations de défense entre le Canada et les États-Unis : Préparer la prochaine administration

Colin Robertson

Groupe d'experts sur les relations entre le Canada et les États-Unis

Document de travail n° 5

Août 2024

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS :
PREPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

A propos de l'auteur



Colin Robertson, ancien diplomate canadien, est conseiller principal et membre du Canadian Global Affairs Institute. Il anime régulièrement le [podcast Global Exchange](#) de l'Institut. Il est Executive Fellow à la School of Public Policy de l'Université de Calgary et Distinguished Senior Fellow à la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton. Membre du Conseil consultatif de la défense du

ministère de la Défense nationale, M. Robertson est capitaine honoraire (Marine royale du Canada) affecté à la Direction de la communication stratégique. Officier de carrière du service extérieur, il a fait partie des équipes qui ont négocié l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, puis l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Groupe d'experts sur les relations entre le Canada et les États-Unis

Co-présidents

L'honorable Perrin Beatty

Fen Osler Hampson

Les membres

Thomas d'Aquino

Meredith Lilly

Louise Blais

M. Gary G. Mar, KC

Carlo Dade

Marie-Lucie Morin

Laura Dawson

Vincent Rigby

Martha Hall Findlay

Colin Robertson

Jonathan Fried

Tim Sargent

Lawrence Herman

John Weekes

Le groupe d'experts sur les relations Canada-États-Unis se concentre sur l'élaboration des éléments clés d'une stratégie canadienne globale pour les relations Canada-États-Unis au cours d'une année électorale. Son travail est soutenu par la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton et le Canadian Global Affairs Institute. Ce document de travail s'appuie sur les discussions entre les membres du groupe d'experts. Toutefois, les points de vue, pensées et opinions exprimés dans ce document appartiennent exclusivement aux auteurs et ne représentent pas la Chambre de commerce du Canada, la Norman Paterson School of International Affairs (Carleton University) ou le Canadian Global Affairs Institute.

Table des matières

1. Introduction	4
2. Contexte américain	5
3. Où nous en sommes	6
4. Les alliances sont importantes : L'adhésion apporte des avantages	7
5. Arctique, NORAD et OTAN	8
6. Capacité et préparation	9
7. Volonté politique	11
8. Recommandations	12
8.1 Planifier et établir des priorités	12
8.2 Défendre notre Arctique	14
8.3 Partenariat avec des alliés	15
8.4 Augmentation de la CAF de 100 000 à 150 000	15
8.5 Une nouvelle relation avec l'industrie, comme promis dans la mise à jour de la politique de défense	16
8.6 Fixer la passation des marchés	17
8.7 Achetez CANUSA	18
8.8 Mettre l'accent sur la technologie en tant qu'avenir de la guerre à l'ère de la cyberguerre, de la guerre électronique et de la guerre de l'information	18
8.9 Assurer la sécurité des frontières	19
9. Conclusion	20

1. Introduction

Ce que les États-Unis attendent du Canada, c'est un allié fiable, un partenaire qui pèse de tout son poids dans la sécurité collective, en particulier dans la défense continentale grâce à la modernisation du Commandement de la défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD).

Le ton pourrait être plus doux sous une administration Harris que sous une seconde administration Trump. Toutefois, en matière de défense, les États-Unis attendent davantage du Canada : plus de capacité, de préparation et de volonté politique.

L'obtention d'une protection sous le parapluie américain dans les premières années de la Seconde Guerre mondiale est sans doute notre réalisation la plus importante en matière de politique étrangère, car elle a permis d'écarter le spectre d'une nouvelle invasion américaine, la menace qui avait contribué à l'avènement de la Confédération. Au lieu de cela, nous avons obtenu à la fois la protection de la couverture de sécurité américaine et un accès préférentiel au marché américain, y compris un accord de défense conjointe qui incluait le partage de la production au profit de l'industrie canadienne. Ce partenariat a favorisé l'évolution de projets communs tels que la route de l'Alaska et la voie maritime, ainsi que des chaînes d'approvisionnement intégrées institutionnalisées par le biais de l'Autopact, de l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis (ALE) et de l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Dans les relations du Canada avec les États-Unis, la sécurité et le commerce ont toujours été indissociables. Les derniers gouvernements ont oublié la première partie de ce contrat. L'évolution de la géopolitique exige un lien renouvelé entre l'accès au commerce et les dépenses de défense.

Pour préserver notre prospérité et notre place en tant que nation utile, les gouvernements canadiens doivent réinvestir dans la défense. Les échanges commerciaux avec les États-Unis représentent plus d'un tiers de notre PIB. Consacrer au moins 2 % du PIB à la défense de notre pays, en mettant l'accent sur la souveraineté dans l'Arctique, est une évidence.

2. Contexte américain

Nous devons commencer par examiner le problème stratégique le plus fondamental de l'Amérique : une [nouvelle guerre froide avec la Chine](#). Les démocrates et les républicains sont [largement d'accord](#) sur la menace chinoise.

La question qui se pose aux États-Unis et à leurs alliés est de savoir comment dissuader la Chine. Avec son nouvel axe d'autocraties, comprenant la Russie, l'Iran et la Corée du Nord, elle défie ouvertement notre ordre libéral fondé sur des règles.

Mais les Américains ne supporteront plus le fardeau qu'ils ont porté pendant si longtemps. Le poids de la dette américaine est bien plus important aujourd'hui, par rapport aux dépenses de défense, qu'il ne l'a jamais été au cours de la première guerre froide. En soi, la question de savoir si les États-Unis ont la capacité de dissuader leur principal adversaire et ses satellites reste ouverte.

La pandémie a souligné la nécessité de la résilience et M. Biden, comme M. Trump, a reconnu que la sécurité économique était aussi la sécurité nationale. Il a adopté une politique industrielle, le « Made in America », et la délocalisation d'industries stratégiques, dans une législation (Inflation Reduction Act (IRA), Creating Helpful Incentives to Produce Semiconductors (CHIPS) et Science Act) qui s'aligne également sur les objectifs climatiques. M. Biden a redoublé d'alliances : d'abord avec l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) et NORAD, puis au sein de l'Indo-Pacifique, notamment le partenariat de sécurité trilatéral entre l'Australie, le Royaume-Uni et les États-Unis (AUKUS), le dialogue quadrilatéral sur la sécurité (QSD), communément appelé « Quad », et les accords bilatéraux, notamment avec la Corée, le Japon et les Philippines. Pour M. Trump, les alliances sont un fardeau pour le sang et le trésor américains, et il se méfie d'engagements tels que l'article V de l'OTAN.

Pour le Canada et les alliés, une question fondamentale se pose : la volonté politique américaine peut-elle être générée et maintenue pour

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS : PRÉPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

poursuivre le leadership américain, et le chèque généreux qui l'accompagne, dans une république en proie à la polarisation politique et aux divisions culturelles et sociales qui l'accompagnent ?

La lassitude des Américains à l'égard du monde n'est pas surprenante compte tenu de l'expérience des frustrations et des échecs en Irak et en Afghanistan, du borbier au Moyen-Orient, de leur préoccupation pour les migrations, la criminalité et la drogue à leur frontière méridionale, et de la possibilité d'une nouvelle guerre sans fin en Ukraine. Ces crises détournent également l'attention de la menace stratégique que représente la Chine.

Le bilan des deux derniers présidents suggère que nous devons nous préparer à une Amérique plus insulaire et moins généreuse.

Dans son [discours d'acceptation de](#) la convention du GOP, le sénateur J.D. Vance, candidat à la vice-présidence, s'est fait l'interprète de beaucoup en déclarant : « Ensemble, nous veillerons à ce que nos alliés partagent le fardeau de la garantie de la paix dans le monde. Les nations qui trahissent la générosité du contribuable américain ne bénéficieront plus d'aucun passe-droit ». L'accent mis sur le sang, l'appartenance et « l'Amérique d'abord » nous rappelle que l'instinct insulaire a des racines très profondes dans l'histoire américaine. L'internationalisme d'après-guerre, que nous tenions pour acquis, est moins altruiste et moins enclin à accorder aux alliés et aux adversaires le bénéfice du doute. La confiance dépendra d'engagements tangibles et de vérifications visibles.

3. Où nous en sommes

Une [lettre](#) récente [adressée au Premier ministre Trudeau](#) par des sénateurs américains représentant les deux partis était claire : « Le Canada ne respectera pas ses obligations envers l'Alliance, au détriment de tous les alliés de l'OTAN et du monde libre, sans une action immédiate et significative pour augmenter les dépenses de défense ». Si M. Trudeau avait des doutes, il a été entendu lors du sommet de Washington, lorsqu'il s'est rendu au Capitole, ainsi que par ses homologues de l'OTAN.

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS : PREPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

L'annonce faite ensuite par M. Trudeau lors du sommet de l'OTAN à Washington, selon laquelle nous [atteindrions les 2 % d'ici à 2032](#) grâce à de nouvelles acquisitions comprenant jusqu'à 12 sous-marins et brise-glaces capables de résister aux glaces, a été bien accueillie. Mais nos alliés sont restés sur une impression d'improvisation et savent que les déclarations d'intention canadiennes ne se traduisent pas toujours dans la réalité.

Il nous reste un travail considérable à accomplir pour parvenir à une capacité et à un état de préparation suffisants pour respecter nos engagements. Nous devons tout d'abord inscrire le financement dans le cadre fiscal, puis allouer les fonds nécessaires à l'acquisition de nouveaux équipements. Nous sommes également confrontés à des défis en matière de recrutement et de fidélisation, ce qui nécessite de repenser en profondeur ce que nous devons faire pour attirer et conserver nos forces.

4. Les alliances sont importantes : L'adhésion apporte des avantages

Le multilatéralisme dans les organisations et les alliances est le moyen pour les puissances moyennes comme le Canada d'étendre leur influence et d'égaliser une table qui comprend une superpuissance, des grandes, des moyennes et des petites puissances. Payer sa cotisation en tant que bon allié permet également d'obtenir des avantages économiques.

Simon Reisman m'a dit que le fait d'assumer, à la demande de l'administration Johnson, le rôle principal dans les opérations de paix chypriotes avait facilité les négociations de l'Autopacte. L'ancien chancelier allemand Helmut Schmidt a dit à Pierre Trudeau : « Pas de chars, pas de commerce », ce qui signifie que si nous réduisons notre déploiement dans le cadre de l'OTAN, nous pouvons dire adieu à tout commerce préférentiel lorsque Trudeau a lancé son initiative de contreponds (aux États-Unis) impliquant la Communauté européenne et le Japon.

En tant qu'alliances défensives, la doctrine de l'OTAN et du NORAD, complétée par le partage de renseignements des Cinq Yeux, est basée sur la

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS : PRÉPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

« dissuasion par le déni » : ce que vous faites pour susciter des interrogations dans l'esprit d'un adversaire potentiel quant à sa capacité à atteindre ses objectifs.

La résilience est essentielle, en particulier la cyberrésilience des réseaux de transport, des réseaux électriques, des banques, etc. Le CrowdStrike a récemment provoqué une interruption des transports aériens et ferroviaires, démontrant une fois de plus les cyber-vulnérabilités, en l'occurrence le fait que les services en nuage sont vulnérables aux attaques d'acteurs hostiles, qu'il s'agisse d'États-nations, de criminels ou de terroristes.

La résilience exige également une certaine capacité de force expéditionnaire, comme celle que nous avons déployée en Afghanistan et que nous nous sommes engagés à mettre en œuvre en Lettonie, en dirigeant la présence avancée de l'OTAN.

Compte tenu de leur fardeau mondial actuel et de la priorité qu'ils accordent à la région indopacifique pour faire face à la menace chinoise, les États-Unis souhaitent que nous concentrions notre attention et nos ressources sur l'Arctique, et plus particulièrement sur la modernisation du NORAD. Cela correspond aux intérêts de l'OTAN dans la région, d'autant plus que tous les membres du Conseil de l'Arctique (à l'exception de la Russie) sont également membres de l'OTAN.

5. Arctique, NORAD et OTAN

Pour les États-Unis, notre engagement en faveur de la modernisation du NORAD est le test décisif de notre engagement non seulement à l'égard du Nord, mais aussi à l'égard de la défense et de la sécurité en général. Comme l'a récemment fait remarquer l'ancien commandant du NORAD, le général VanHerck, à propos de notre mise à jour en matière de défense, « la question est de savoir si les actes vont correspondre aux paroles ».

Depuis que Brian Mulroney a persuadé Ronald Reagan de ne pas en faire un problème, nous avons réussi à faire évoluer l'interprétation américaine des rites de passage que la politique américaine considère comme des eaux

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS : PRÉPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

internationales dans notre [passage du Nord-Ouest](#). Au lieu de cela, les États-Unis ont toujours dit : « Si vous déclarez votre souveraineté, alors exercez-la », de préférence en accord avec les objectifs du NORAD.

Les Canadiens se considèrent depuis longtemps comme des gens du Nord, bien que cet attachement soit plus romantique que réel ; la plupart d'entre eux n'ont jamais voyagé au nord du 60e parallèle. Le Premier ministre Harper a lancé l'[opération Nanook](#) en 2007, promettant [une base nordique, un système Radarsat et de nouveaux brise-glaces](#), ainsi que la [stratégie nationale de construction navale](#) qui a donné naissance aux navires de patrouille extracôtiers de la classe Harry Dewolf et, à terme, à de nouveaux navires de ravitaillement et à de nouveaux navires de guerre. M. Harper a personnellement participé aux exercices militaires d'été, puisqu'ils ont été divisés en quatre composantes distinctes. Après de nombreux retards et controverses, le gouvernement Trudeau a annoncé en 2023 l'achat de 88 avions de chasse F35 et de [16 avions P-8A Poseidon](#) qui seront livrés dans les années à venir, ainsi que des plans pour de nouveaux systèmes de surveillance, y compris des systèmes de radar au-dessus de l'horizon.

Les administrations américaines successives nous ont encouragés à accroître notre capacité et à veiller à notre état de préparation. L'ambassadeur Paul Cellucci nous a spécifiquement demandé d'augmenter notre « [capacité de transport](#) » - nous nous sommes plaints de l'interférence. Par la suite, nous avons acheté des C17, qui nous ont bien servis dans le cadre de missions expéditionnaires (Irak et Afghanistan) et humanitaires. Le président Obama s'est exprimé ainsi lorsqu'il s'est adressé au Parlement en 2016 : « L'OTAN a besoin de plus de Canada » : « L'OTAN a besoin de plus de Canada ». Nous avons répondu en engageant un autre escadron de chasse et en prenant en charge le commandement letton porté depuis à une brigade, qui comprendra désormais des chars Léopard.

6. Capacité et préparation

Les capacités et l'état de préparation du Canada constituent des défis particuliers et un point permanent à l'ordre du jour des États-Unis. Comme

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS :
PRÉPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

l'indique un récent article de « War on the Rocks (La guerre sur les rochers) » rédigé par deux universitaires canadiens, « [Ne comptez pas sur nous : L'impréparation militaire du Canada](#) ».

La capacité commence par la passation des marchés, cible perpétuelle des auditeurs, et c'est un casse-tête pour toutes les personnes concernées. J'ai examiné notre système d'approvisionnement en 2014. J'ai conclu qu'il frustrait les chefs de service et l'ADM Matériel, Travaux publics et Industrie Canada, tout en convainquant le PMO que les commandants de nos services de forces et la direction du MDN étaient soit incapables de compter, soit délibérément subversifs.

Les problèmes sont nombreux : absence d'autorité centrale, inflation à deux chiffres chaque année pour les achats militaires et obligation d'obtenir des avantages régionaux qui incluent désormais des compensations pour les femmes, les minorités et les groupes indigènes. Les entreprises américaines dominent notre industrie de la défense, tandis que les entreprises canadiennes sont souvent trop petites et n'ont pas l'envergure et l'efficacité nécessaires pour assurer la production et respecter les délais. Ce qui accélérerait les choses, c'est moins de procédures, moins de commissions d'examen et plus d'achats sur étagère. Notre système est conçu de telle sorte que les retards et le lobbying sont voulus et non accidentels.

L'état de préparation commence par un recrutement et une fidélisation suffisants. En 2024, les Forces armées canadiennes (FAC) compteront environ 68 000 membres de la Force régulière et 27 000 membres de la Force de réserve, soit un total d'environ 100 000 personnes. L'armée de terre en compte environ 45 000, l'ARC près de 14 000 et la MRC 11 000.

À l'heure actuelle, il manque à la CAF environ 16 à 17 000 hommes pour atteindre l'effectif souhaité. Le recrutement est défaillant. Sur les [70 080 demandes en 2023-24](#) — un record en cinq ans — seulement 4 301 ont été recrutées. Les chiffres pour 2022-23 étaient similaires : 3 930 recrutés sur 43 934 candidats.

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS : PRÉPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

Les FAC sont de plus en plus sollicitées dans le cadre de l'OTAN, du NORAD et, désormais, de l'Indo-Pacifique. Elles sont également appelées à participer aux secours en cas de catastrophe civile (incendies, tempêtes de verglas et ouragans liés au changement climatique).

Les ministres successifs et le commandement supérieur des FAC ont reconnu les problèmes de [recrutement et de rétention](#), l'incapacité à remplir les obligations actuelles et l'incapacité à assumer de nouvelles tâches. Cela nous a obligés, par exemple, à refuser la demande des États-Unis de diriger les opérations de paix en Haïti. Les Forces aériennes doivent accélérer le recrutement tout en augmentant la diversité et en mettant en œuvre un changement de culture. Ce n'est pas une mince affaire.

7. Volonté politique

Il n'y a pas de champion pour l'augmentation des dépenses de défense.

Anand, Blair, Champagne et Joly apportent un certain soutien ministériel, mais la défense n'est pas une priorité pour M. Trudeau, son cabinet, son caucus ou les partis d'opposition. Le chef de l'opposition, Pierre Poilievre, a évité tout commentaire de fond sur la défense ou la politique étrangère. Lorsqu'on l'a pressé, il a déclaré qu'il devrait se pencher sur la situation budgétaire, car « j'[hérite d'une](#) bombe à retardement en ce qui concerne le budget ».

Le nouvel effort d'Équipe Canada pour sensibiliser les Américains aux avantages mutuels de nos relations commerciales reconnaît désormais que notre discours doit également porter sur la défense et la sécurité. Les premiers ministres canadiens, qui sont plus proches des réalités du commerce quotidien, comprennent la relation entre l'accès au commerce et les dépenses de défense. S'exprimant après la récente conférence des premiers ministres, le premier ministre du Manitoba, Wab Kinew, et le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford, ont tous deux exhorté le gouvernement fédéral à « [atteindre cet objectif dans les quatre prochaines années avec un plan crédible](#) » car, comme l'a dit M. Kinew, « si nous n'atteignons pas cet objectif de deux pour cent dans les quatre prochaines

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS : PREPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

années, ..., cela deviendra un problème commercial ; cela deviendra un irritant commercial ».

Le public est conscient de l'évolution de la géopolitique mais, lorsqu'on lui demande de classer les priorités en matière de dépenses publiques, la défense se situe bien en dessous de questions telles que le logement, les soins de santé, l'éducation et l'accessibilité financière. Mais si les dirigeants politiques prennent les choses en main, le soutien de l'opinion publique est possible.

À deux contre un, [Abacus](#) affirme que les Canadiens souhaitent que leur gouvernement « travaille avec des alliés pour promouvoir et défendre la démocratie ». [Angus Reid](#) indique que le pourcentage de Canadiens accordant la priorité à la préparation militaire a plus que doublé au cours de la dernière décennie, tandis qu'[EKOS](#) affirme que 66 % des personnes interrogées estiment qu'il faudrait consacrer plus d'argent à la défense. Les Canadiens considèrent que le monde devient de plus en plus dangereux, et la perception de l'importance de l'industrie de la défense canadienne a augmenté. Toutefois, lorsqu'on leur demande de classer les priorités en matière de dépenses publiques, la défense arrive bien après le logement, les soins de santé, l'éducation et l'accessibilité financière.

8. Recommandations

8.1 Planifier et établir des priorités

Nous devons développer une stratégie globale. La mise à jour de la politique de défense promet une stratégie de sécurité nationale, qui sera mise à jour tous les quatre ans. Elle devrait contenir les éléments clés suivants :

- Définir les menaces et les opportunités et fixer les priorités. Le financement et le suivi sont essentiels et notablement absents de l'annonce de M. Trudeau concernant les 2 % de Washington. Le Bureau parlementaire du budget a estimé ce qui serait nécessaire pour atteindre les 2 % ou les 2,5 % qui sont de plus en plus la norme des alliés. Une évaluation fiscale sérieuse et un exercice de

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS :
PREPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

rééquilibrage, comparables à ceux entrepris lorsque le gouvernement Chrétien est entré en fonction, sont nécessaires.

- Donner la priorité aux engagements en matière de défense. Sans le type d'engagement financier et politique extraordinaire que l'on ne voit qu'en temps de guerre, le Canada ne peut à la fois réaliser la modernisation de NORAD, aider l'OTAN et être un partenaire dans l'Indo-Pacifique.
- Aborder les faiblesses actuelles en matière de capacités et les problèmes liés à l'accroissement des capacités pour soutenir la constitution de forces, la durabilité et la résilience.
- Définir une capacité de gouvernance et de contrôle afin d'accélérer et de soutenir l'augmentation des investissements en personnel, en technologie et en armes conventionnelles.
- Fournir une offensive diplomatique interdépartementale cohérente et coordonnée pour s'assurer que les autres gouvernements comprennent et apprécient notre engagement et nos efforts.
- Communiquer des échéances immédiates afin que nos alliés et le public puissent constater les progrès réalisés en matière de souveraineté dans l'Arctique, de renouvellement du NORAD, de sécurité des frontières, de sécurité des infrastructures et d'importance de la zone économique nord-américaine.

Elle devrait s'inspirer et mettre à jour les politiques du gouvernement Trudeau contenues dans les documents Strong, Secure, Engaged (Fort, sécurisé, engagé), Our North : Fort et libre ; la politique féministe d'aide internationale ; le cadre arctique et la stratégie indo-pacifique. Si la renégociation de l'ALENA en CUSMA/USMCA a été la principale réalisation des années Trump, sous Biden, nous nous sommes mis d'accord sur la feuille de route Canada-États-Unis et sa mise à jour.

Les priorités de défense qui découlent de ces politiques gouvernementales peuvent être résumées comme suit :

- Premièrement la capacité et la préparation à défendre notre territoire souverain ;
- Deuxièmement, la capacité et l'aptitude à contribuer à notre alliance binationale — NORAD — ainsi qu'à la défense et à la dissuasion de notre espace continental commun ;

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS :
PRÉPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

- Troisièmement, la capacité et la volonté de contribuer à la sécurité collective par le biais de l'OTAN et d'aider à garantir la liberté de navigation en haute mer ; et
- Quatrièmement, contribuer à la sécurité mondiale par le biais d'opérations de paix des Nations unies ou régionales.

Il s'agit de priorités canadiennes traditionnelles ancrées dans la politique des gouvernements précédents, notamment la stratégie de défense « Le Canada d'abord » du Premier ministre Harper. Bien qu'elles s'alignent sur l'approche actuelle de Biden en matière de défense, une administration Trump se concentrerait sur la sécurité intérieure et continentale, et non sur les opérations internationales. Cela nous obligerait, nous et nos alliés européens, à faire beaucoup plus pour soutenir la sécurité collective. Quoi qu'il en soit, nous devons nous concentrer sur la sécurité intérieure, en particulier sur la défense de l'Arctique.

8.2 Défendre l'Arctique

Cela commence par l'élaboration d'une stratégie pour l'Arctique — le plan détaillé du quoi, du pourquoi, du quand, du comment et du combien — comme cela a été initialement promis dans le cadre pour l'Arctique de 2019. La mise à jour de la politique de défense commence par une discussion spécifique sur les radars « over-the-horizon » et d'autres mesures, mais nous avons besoin d'une déclaration complète sur le développement du Nord, y compris sa défense et sa sécurité.

Nos alliés et adversaires de l'OTAN dans l'Arctique mettent déjà en œuvre leurs stratégies pour l'Arctique et le Nord. Nous ne pouvons nous convaincre et convaincre nos alliés qu'en donnant la priorité à ces stratégies dans le cadre budgétaire et en les mettant en œuvre avec détermination. Cela implique un plan chiffré assorti d'échéances et de critères de référence pour les infrastructures — ports, routes, aérodromes, bases — et la surveillance — satellites pour la connectivité, capteurs dans l'eau et cartographie de nos côtes.

La modernisation du NORAD comprend des radars de survol de l'Arctique et des pôles, une capacité de transport stratégique par

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS : PRÉPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

avion-citerne, la modernisation de l'infrastructure, une surveillance accrue et des communications par satellite depuis l'espace. Comme ces éléments deviendront la référence pour les performances canadiennes, nous devrions nommer un « champion » chargé de rendre compte des progrès réalisés aux ministres et au greffier du Conseil privé.

Le Premier ministre doit se donner pour priorité de persuader le chef de l'opposition qu'il s'agit d'une responsabilité partagée et d'encourager les premiers ministres à se joindre à lui, car le suivi nécessitera un engagement soutenu de la part des gouvernements successifs.

8.3 Partenariat avec les alliés

Multipliez les affectations au sein des forces américaines - les relations personnelles sont aussi importantes que les nouveaux avions de chasse et les navires de guerre. Les Finlandais nous ont soumis l'idée d'un consortium de brise-glaces, tandis que les Allemands et les Norvégiens nous ont approchés pour développer un nouveau sous-marin. Nous devrions également prendre l'initiative — le nouveau gouvernement britannique est à la recherche de projets, et nous devrions en proposer. Notre nouveau navire de combat de surface serait un bon exemple, car la Royal Navy est impliquée dans un projet similaire.

8.4 Augmentation de la CAF de 100 000 à 150 000

Nous avons besoin de capacités et de préparation pour la dissuasion et pour répondre aux besoins civils et humanitaires. Faire plus avec moins ne fonctionne pas. L'une des leçons de l'Ukraine est que la profondeur et la masse des forces comptent. Faites du recrutement et de la fidélisation une priorité du gouvernement et reconnaissez que la diversité dans les futures FAC doit inclure des geeks aussi bien que des guerriers pour relever les défis de la guerre future. Cela impliquera des conditions différentes, une approche que les FAC ont entamée en autorisant les cheveux plus longs, alors qu'un changement plus substantiel consisterait en de meilleurs logements, des

considérations familiales et des déploiements plus longs dans un même lieu.

Nous devrions également envisager une forme de force de défense civile. Les États-Unis disposent d'une garde nationale à laquelle les gouverneurs des États peuvent faire appel. L'Allemagne dispose de l'Agence fédérale pour les secours techniques (THW), une organisation civile d'aide d'urgence essentiellement bénévole qui ressemble un peu à une Croix-Rouge surpuissante. Pour atteindre les chiffres dont nous avons besoin, nous devrions étudier les expériences de nos alliés baltes et nordiques en matière de service national.

8.5 Une nouvelle relation avec l'industrie, comme promis dans la mise à jour de la politique de défense

Comment, par exemple, améliorer les synergies entre la CCC, EDC et la BDC pour développer notre industrie de la défense ? La CCC, qui a un bureau à l'ambassade de Washington, estime que les ventes à l'exportation de matériel de défense du Canada vers les États-Unis s'élèveront à environ 3 milliards de dollars en 2020.

Notre position privilégiée avec les États-Unis remonte aux accords de partage de la production de défense en temps de guerre. Elle permet aux entreprises canadiennes d'avoir un accès presque total aux marchés publics militaires américains. L'Australie et le Royaume-Uni ont obtenu des avantages grâce à AUKUS. Les dirigeants civils, militaires et politiques doivent rappeler aux Américains que cet accord est bénéfique pour les intérêts de sécurité nationale des États-Unis.

Nos industries de défense doivent avoir la capacité et la résistance nécessaires. Le Premier ministre doit en faire une priorité de la lettre de mandat pour les ministres concernés. Faites de l'innovation, des sciences et de l'industrie le ministère responsable de la santé et de la résilience de la base industrielle de défense canadienne. Commencez par réviser, moderniser et ajouter de nouveaux instruments à la Loi sur la production de défense. L'approche de la livraison juste à temps et à

moindre coût ne suffit plus à une époque où la résilience et la capacité nationale sont désormais vitales. Il faut s'inspirer des meilleures pratiques de nos alliés, notamment en donnant la priorité aux contributions de l'industrie canadienne, en particulier dans le domaine spatial, où elles ont une utilité à la fois commerciale et militaire. L'une des missions les plus stratégiques du NORAD est l'alerte, la détection des menaces et l'évaluation des attaques.

8.6 Fixer la passation des marchés

Les gouvernements reconnaissent la nécessité d'un changement, promettent des réformes mais n'obtiennent que peu d'effets apparents. Les marchés publics militaires posent également des problèmes à nos alliés. Le récent rapport de la commission de la défense nationale de la Chambre des communes propose des recommandations utiles. Le vice-amiral (retraité) Ian Mack identifie des problèmes de culture, de gouvernance, de conseil externe, de réorganisation des processus, de relations stratégiques, de communication avec le public et d'amélioration des compétences. Compte tenu de la diversité des acteurs, un premier pas consisterait à créer un point central de contrôle et de coordination par l'intermédiaire du conseiller à la sécurité nationale.

L'ancien ministre américain de la défense, Bill Perry, nous a dit d'acheter autant que possible sur étagère. Compte tenu de notre interopérabilité profonde et bénéfique avec les forces américaines, il est tout à fait logique d'acheter ce qu'ils achètent, notamment en raison de nos accords de longue date sur le partage de la production de défense et de l'intégration profonde de nos industries de défense.

Le Britannique Lord Levene, qui a mené une étude sur les marchés publics de la défense au Royaume-Uni, nous a dit que lorsqu'il s'agit de navires, nous devrions acheter des coques aux Espagnols, aux Coréens ou aux Japonais, puis les équiper d'électronique, affirmant que « si une voiture est un ordinateur sur roues, un navire ou un sous-marin est un ordinateur dans l'eau ». Levene m'a expliqué que la réforme des marchés publics de la défense impliquait de modifier le

comportement de tous les acteurs impliqués dans le processus, arguant que les marchés publics de la défense ne fonctionneraient jamais vraiment bien s'ils n'étaient pas gérés comme une entreprise, les responsables militaires et les fonctionnaires étant largement écartés du processus. Les gouvernements doivent faire preuve d'une plus grande transparence vis-à-vis du public et de l'armée en ce qui concerne les projets d'investissement dans les marchés publics. Pour me détendre, il m'a conseillé de lire les lois d'Augustin.

8.7 Achetez CANUSA

Les États-Unis sont notre principal allié, leurs forces sont les mieux financées et les plus avancées sur le plan technologique. Notre interopérabilité avec les forces américaines est l'un de nos principaux atouts. L'utilisation du même kit signifie que nous pouvons puiser dans les vastes stocks détenus par les forces américaines. Pour l'essentiel, nos achats en matière de défense sont effectués auprès d'entreprises basées aux États-Unis, dont la quasi-totalité exerce des activités au Canada. Les accords de partage de la production de défense, qui remontent à la Seconde Guerre mondiale, nous accordent un traitement préférentiel qui nous intègre dans des chaînes d'approvisionnement aussi intégrées que NORAD. Nous pouvons également effectuer des paiements anticipés sur les achats, ce que nous devrions faire davantage étant donné les milliards de dollars gaspillés chaque année par le ministère de la défense.

8.8 L'accent est mis sur la technologie en tant qu'avenir de la guerre à l'ère de la guerre cybernétique, électronique et de l'information.

Tout tourne autour de la technologie. Une compétition mondiale en matière de surveillance et de communication est en cours, et le Canada doit trouver sa place.

La guerre a toujours été caractérisée par l'innovation technologique. Aujourd'hui, cela inclut les drones bon marché déployés en Ukraine, les robots utilisés dans les campagnes de désinformation pour façonner les perceptions à l'intérieur et à l'extérieur du pays, et les

armes à énergie dirigée soutenues par l'imagerie aérienne utilisée pour griller l'électronique et intercepter les menaces aériennes. Les armées déploient de plus en plus de technologies sans équipage. L'accumulation de données, puis leur application à l'aide de l'I.A., est la nouvelle monnaie. Cela nécessite une nouvelle réflexion sur la manière dont nous utilisons les données, notamment leur accessibilité et leur classification, comme l'a souligné le vice-amiral (ret) Ron Lloyd, mais aussi sur le recrutement de la main-d'œuvre - des geeks, pas des guerriers classiques - et sur la manière de les gérer, car la chaîne de commandement conventionnelle ne fonctionnera pas.

8.9 Assurer la sécurité des frontières

On a toujours l'impression que le Canada ne prend pas au sérieux la sécurité du périmètre lorsqu'il s'agit de filtrer les nouveaux arrivants ou d'inspecter les contrefaçons et les drogues. Comme l'a dit la [Coalition pour l'avenir des frontières](#) lors de la récente retraite du cabinet Trudeau à Halifax, « quel que soit le vainqueur de la présidence américaine le 5 novembre, le Canada devra redoubler d'efforts pour maintenir les avantages actuels du commerce et des voyages intégrés avec les États-Unis ».

L'augmentation rapide du nombre de franchissements illégaux de la frontière entre le Canada et les États-Unis au cours des dernières années, qui est passé de moins de 100 par mois en 2021 à près de 2 000 en 2024, suscite l'inquiétude. Les États-Unis souhaitent un meilleur partage des informations, mais nous invoquons des problèmes de protection de la vie privée lorsque nous sommes menacés d'une frontière fermée pour tout ce qui concerne les certificats de baptême des paroisses québécoises (un des sujets préférés des espions), les manifestes des passagers aériens et maintenant les listes des agresseurs d'enfants reconnus coupables. L'une des leçons tirées des négociations sur la « frontière intelligente » est que John Manley nous a demandé de prendre de l'avance sur les États-Unis. Cela nous a permis, par exemple, d'harmoniser notre politique en matière de visas pour ce qui est des personnes autorisées

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS : PRÉPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

à entrer sur le territoire et d'inspecter les ADM pour tous les conteneurs entrants, et ce bien avant les États-Unis. Les États-Unis se plaignent aujourd'hui que nous avons les lois, mais que nous n'avons pas la capacité de les appliquer pour contrôler les personnes ou les marchandises. Nous devons faire mieux et les recommandations de la Future Border Coalition sur les chaînes d'approvisionnement, les voyages et l'aviation constituent un bon point de départ. Sinon, nous risquons de voir les États-Unis traiter leurs deux frontières de la même manière. La différenciation dans le traitement des frontières est fondamentale pour notre bien-être économique.

9. Conclusion

Nos alliés nous considèrent comme confortablement complaisants en matière de défense et de sécurité, inconscients de l'évolution de la géopolitique. Ils perçoivent l'indécision, la contradiction et aucun sentiment d'urgence ou de reconnaissance du fait que nous avons, nous aussi, une frontière avec la Russie.

« Pendant que le Canada dort », comme l'a dit un ambassadeur de l'OTAN, nos alliés se préparent aux éventualités de la guerre future tout en gérant les conflits de la zone grise. Fatigués de nos promesses et de nos prêches performatifs, ils considèrent la récente annonce des 2 % pour ce qu'elle est : un contrôle improvisé des dégâts sans engagement réel.

Rien de tout cela ne sert nos intérêts, en particulier lorsque nous cherchons à diversifier et à accroître nos échanges commerciaux tout en garantissant notre accès préférentiel aux États-Unis dans le cadre d'une campagne qui ne met pas au premier plan les préoccupations des États-Unis en matière de sécurité et de défense.

Si nous continuons à dériver, il ne faut pas s'étonner que nos alliés ne nous invitent pas à participer à des discussions de haut niveau.

Un jour, un choc se produira. Il sera brutal et coûteux. Des solutions pourraient bien nous être imposées. Nous nous demanderons comment

RELATIONS DE DEFENSE ENTRE LE CANADA ET LES ÉTATS-UNIS :
PREPARER LA PROCHAINE ADMINISTRATION - DOCUMENT DE TRAVAIL #5

nous en sommes arrivés là. Nous ne pouvons-nous en prendre qu'à nous-mêmes.

L'évolution de la géopolitique exige un lien renouvelé entre l'accès au commerce et les dépenses de défense, en particulier à l'approche de la révision de la CUSMA. C'est ainsi que les relations fonctionnent et ont toujours fonctionné. Penser et agir autrement est naïf et nous rend vulnérables.

